

LA CENTRAFRIQUE, TRAJECTOIRE ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'objectif de cet article est de proposer quelques leviers d'action permettant de créer les conditions d'une relance économique, et sociale de la République centrafricaine dans un monde globalisé. Mais au préalable, un panorama succinct de la trajectoire centrafricaine est requis.

Un passé particulièrement trouble

Ce vaste territoire de 617 000 km² est d'un point de vue historique un cas géopolitique singulier. D'abord poste de vigie stratégique durant la guerre froide¹, il devient tour à tour un lieu d'affrontement d'ambitions régionales après l'effondrement de l'empire soviétique², puis un observatoire des autres empires français d'Afrique³.

Historiquement convoité en raison de ses importantes ressources, sa position centrale aurait pu en faire un carrefour commercial majeur dans une Afrique fédérale comme l'envisageait Barthélémy BOGANDA⁴.

L'absence de débouché maritime, doublée durant la période coloniale d'un monopole du transport par trois Compagnies, notamment la Compagnie générale des transports en Afrique (transport fluvial), la Compagnie OUHAM-NANA (transport automobile), et la Société de transport Oubangui-Cameroun (transport routier) sera particulièrement préjudiciable au développement économique de cette région en raison du surenchérissement des coûts de transport.

Faut-il par ailleurs rappeler les violations indéniables des droits humains dans cette partie du monde consécutives d'une part aux séquelles de la traite esclavagiste, et d'autre part, aux séquelles de la période coloniale ? Tristes périodes pendant lesquelles la population n'aura aucun contrôle sur son destin. Le Décret du gouvernement français de 1899 en dit long ; 17 entreprises contrôlent l'Oubangui-Chari (actuelle République centrafricaine). Le régime concessionnaire se résumait en ces termes selon le Décret Guillaum de 1898 :

« Dans le but de coloniser et de mettre en valeur des terres domaniales du Congo Français, MM... sont autorisés [...] à s'établir dans les territoires ci-après désignés, pendant une durée de trente années à dater de la signature du présent décret, et à y exercer [...] *tous droits de jouissance et d'exploitation, sauf en ce qui concerne les mines.* »

Il faut attendre les années 1906 pour qu'enfin la Chambre des Députés condamne ce régime concessionnaire le 21 février de la même année.

Face à ces exactions, des cas de contestations et de révolte vont émailler cette période ; révolte contre les cotisations prélevées par les sociétés de prévoyance, révolte contre l'impôt de capitation, révolte contre le travail forcé... hélas réprimées dans le sang.

L'épilogue de cette période tragique est à attribuer à Félix EBOUE qui entérine le 8 novembre 1941 la signature de la circulaire intitulée « *la politique indigène de l'Afrique Equatoriale Française* » qui se traduira enfin en

¹ 1945-1962 (de la conférence de Yalta au début du blocus maritime consécutif à la présence de missiles nucléaires soviétiques sur l'île de Cuba en passant par le début du Maccarthysme.

² Au cours des années 1991.

³ In République centrafricaine : géopolitique d'un pays oublié, **Patrice GOURDIN**, le 1er octobre 2013

⁴ 1er Président fondateur de la République centrafricaine

1945 par l'interdiction du travail forcé et par la disparition du régime de l'indigénat au profit du droit français et l'accèsion à la citoyenneté.

Une des figures illustres qui affiche et tente de faire partager la vision d'une Afrique centrale fédérale est Barthélémy BOGANDA. Une vision hélas qui sera avortée en raison des intérêts antagonistes des parties prenantes.

5 décennies de gouvernance : Un bilan économique et social désastreux

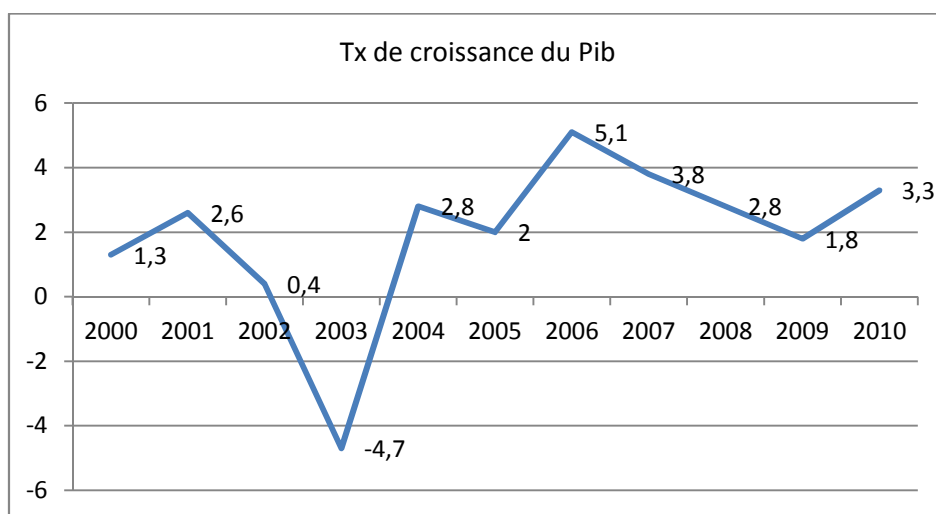
Depuis plus de 5 décennies, les gouvernances successives qui se sont alternées en République centrafricaine affichent un bilan éloquent !

- ✓ 0,352, tel est l'Indice de Développement Humain, parmi les 15 nations affichant le plus faible indice;
- ✓ 2,139 milliards USD, tel est le Produit Intérieur Brut national (2012) ; soit à peine 479\$ par tête d'habitant en 2012, 433 en 2013 en chute de 10% en variation annuelle.⁵ Ce pays de 5 millions d'habitants occupe le 175^{ème} rang sur 182 nations !
- ✓ Le solde budgétaire et le compte courant en % du Pib, négatifs en 2013, tout comme le sont les prévisions pour 2014 et 2015.

Un pays qui a pourtant des atouts

Dotée d'une pluviométrie généreuse dans sa partie tropicale et équatoriale (1750mm d'eau/an dans sa partie sud; 1200mm d'eau/an dans sa partie centre/nord; 700mm d'eau/an dans sa partie nord/est, zone pré-sahélienne; ce territoire dispose par ailleurs d'une faune abondante et variée, un sous sol riche en minerais, or, diamant, uranium...pétrole, une population jeune. L'agriculture⁶ qui est l'activité dominante occupe 70% de la population et contribue à hauteur de 56% du PIB⁷, les services 29% l'industrie, 15%. Bien pire encore, les dépenses d'éducation font pâle figure, à peine 1,2% du Pib, tout comme les dépenses de santé, 4% du Pib !

Les statistiques disponibles montrent l'instabilité du contexte politique durant la dernière décennie a eu un impact économique défavorable comme le montre l'évolution du Pib sur la période 2000-2010. Parallèlement, un tel contexte à l'accentuation de la pression inflationniste. En effet sur la base d'un indice 100 ; 1981, il s'établissait à 190,0 en 1996, 213,0 en 2003, 250,1 en 2010⁸. L'évolution sur la même base des prix alimentaires a suivi la même tendance.



⁵ Source Banque mondiale

⁶ Mil, bananes, canne à sucre, tabac

⁷ Données Banque mondiale 2011

⁸ Source : CASEES 2011

Source : Ministère du Plan et de l'Economie Centrafrique

Les statistiques agricoles disponibles donnent par ailleurs la mesure du sous-développement, tout comme les dépenses marginales pour l'éducation et la santé qui relèvent pourtant des fonctions régaliennes de l'Etat.

	Production
Igname	346 000T
Manioc	679 000T
Mais	150 000T
Arachide	140 000T
Coton	7 500T
Café	3 600T
Diamant	400 000 carats (2008)
Dépense d'éducation	1,2% du Pib
Dépense de santé	4% du Pib

Source : Banque mondiale

Une croissance économique compromise par l'instabilité politique et le délitement des institutions

L'actualité révèle un contexte économique et social déjà fragile. Ce dernier est aggravé par les conflits récents marqués par le renversement du régime impopulaire de BOZIZE en 2012 par un improbable ramassis de contrebandiers d'origine diverses. La conséquence en est les déplacements massifs de population, la pénurie alimentaire, l'accroissement du nombre d'orphelins, en un mot, la création d'une des plus graves crises humanitaires dans cette région. La cause officielle, un conflit confessionnel entre chrétiens et musulmans qui dissimule mal une manœuvre parfaitement orchestrée pour le contrôle des ressources de ce pays.

Faut-il pour autant conclure à une fatalité ? Loin s'en faut.

Les défis que les forces vives doivent relever

Tenter de redresser la situation calamiteuse de la Centrafrique requiert au préalable le rétablissement des institutions et la contribution à l'émergence d'un pouvoir légitime doté d'une équipe dirigeante dont le seul critère de sélection devrait être la compétence et la qualification.

Présider aux destinées d'une nation requiert une vision stratégique préalable. Cette dernière qui se décline en objectifs stratégiques favorisera l'identification des leviers à actionner pour contribuer à la création d'un contexte favorable au développement économique, social et humain.

Mais ces objectifs stratégiques ne sauraient être atteints que si une identification précise des risques qui pourraient compromettre leur mise en œuvre, ainsi que les moyens de les minorer est effective. Au rang de ces risques, la tentation de partition du pays, l'insécurité, le pillage des ressources, l'absence de garantie de l'intégrité du territoire centrafricain...

L'analyse qui précède montre en effet que les défis à relever sont pluriels ; ils concernent aussi bien les institutions, l'éducation, la santé, l'environnement, la société, la culture, les infrastructures, la coopération, et l'économie.

L'objectif de ces quelques lignes n'est pas de développer les axes stratégiques pour chacune de ces thématiques, l'exercice n'est pas indiqué pour un article de presse. Néanmoins, si je prends le cas de la thématique économique et plus singulièrement celle du pétrole, un modèle d'approche stratégique de cette filière pourrait se décliner dans le cadre d'une coopération entre Etats comme suit :

- ❖ Identifier le potentiel minier commun aux pays d'Afrique centrale ;

- ❖ Créer une structure juridique commune de gouvernance permettant de mutualiser les moyens pour une exploitation commune rationnelle, respectueuse de l'environnement et un partage à posteriori des dividendes ;
- ❖ Rechercher et nouer des partenariats « gagnant-gagnant » avec les partenaires institutionnels, bailleurs (institutions financières, fonds souverains...) ;
- ❖ En amont, mutualiser les moyens pour la création d'instituts techniques à même de former les ingénieurs, cadres techniques locaux ; mettre un accent particulier sur le développement de l'innovation au sens large du terme⁹.
- ❖ Créer les conditions pour optimiser les retombées économiques locales en termes d'emplois pérennes et d'investissement consécutives à l'exploitation de ces ressources ;
- ❖ Faire un usage rationnel des ressources générées en stimulant les impacts économiques et sociales induits et indirects locaux sur les autres branches d'activité (*pétrochimie, raffinage, études géologiques, travaux publics, réseau routier, ferroviaire...*) ;
- ❖ Prendre la pleine mesure du respect de l'environnement ;
- ❖ Enfin, mettre en place des indicateurs pertinents permettant d'évaluer les retombées économiques, sociales, environnementales et en indice de développement humain des ces objectifs stratégiques.

Cet exemple suffit à mettre en évidence la nécessité pour ce pays de mobiliser les compétences requises capables d'établir une carte stratégique globale pour la République centrafricaine, de définir les leviers d'action et d'en assurer la conduite opérationnelle. Mais cette mobilisation serait vaine si la chaîne de valeur attachée à ce modèle n'est pas pertinente.

Pour conclure et sans être exhaustif, je dirai que nos élites au pouvoir gagneraient par ailleurs à prendre largement connaissance de la FEUILLE DE ROUTE 2014-2017, issue du QUATRIEME SOMMET UE¹⁰-AFRIQUE des 2-3 AVRIL 2014, à BRUXELLES.

Une feuille de route qui va dans le bon sens sur bien des points, notamment le développement humain, la coopération, le développement des TPE/PME... à l'exception de la recommandation préconisant la compatibilité à terme des APE¹¹ avec l'OMC¹² qui, de mon point de vue, doit être différée en raison du retard de développement économique des Etats d'Afrique centrale.

Ces quelques lignes suffisent à montrer que la « coopération » est préférable aux antagonismes frontaliers et régionaux car créatrice de valeur.

Mathias BINI, 27/07/2014, Pointe-à-Pitre, Guadeloupe

Bini1809@gmail.com

⁹ Ce concept sera développé dans un prochain article.

¹⁰ Union européenne

¹¹ Accords de Partenariat économique

¹² Organisation Mondiale du Commerce